Reportage-Télé sur les conflits fonciers au Burundi

France24, 07/01/2011Burundi : la bataille de la terrePar JÃ©rÃ´me BONNARDToujours plus de paysans, mais de moins en moins de terres Ã partager. Au Burundi, la pression dÃ©mographique est une bombe Ã retardement. La terre est de plus en plus convoitÃ©e, et les conflits entre voisins se multiplient. Ces disputes pour la terre fragilisent la rÃ©cente rÃ©conciliation nationale.Au Burundi, lâ€™un des plus petits pays dâ€™Afrique situÃ© Ã lâ€™Est de la RDC, 90 % de la population dÃ©pend lâ€™agriculture, mais la terre pose un rÃ©el problÃ¨me. La dÃ©mographie explose, la population pourrait doubler, voir tripler dâ 2050. Il y a de moins en moins de terres pour de plus en plus de bouches Ã nourrirâ€¦ Un demi-hectare par mÃ©nage ne suffit plus pour assurer la sÃ©curitÃ© alimentaire dâ€™une famille.
ConsÃ©quence : les relations entre paysans sont polluÃ©es, les familles sâ€™entredÃ©chirent pour les questions dâ€™hÃ©rita terres sont morcelÃ©es, et de plus en plus marchandÃ©es.Les tribunaux sont saturÃ©s. 80 % des affaires juridiques du pays concernent le foncier. Des procÃ¨s souvent interminables, ou reportÃ©s. Car au Burundi, la terre est un bien collectif qui se transmet de gÃ©nÃ©ration en gÃ©nÃ©ration, et lâ€™on se remet souvent au droit coutumier, loin de lâ€™administration dans l Bujumbura. Dâ€™ailleurs, les services cadastraux sont quasi inexistants dans les campagnes. Faire enregistrer une terre coÃ»te cher pour un paysan qui gagne quelques euros par jour, câ€™est donc peu commun dans les familles. Câ€™est pourqu les tribunaux peinent Ã rassembler les preuves et autres documents officiels lorsque deux parties affirment chacune Ãªtre propriÃ©taire. Un vÃ©ritable cercle vicieux.Lâ€™Ã‰tat a promis de rÃ©former. Le code foncier en vigueur date de 1986 et nâ€™ adaptÃ© Ã la situation actuelle. Dans lâ€™urgence, une Commission Nationale a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e en 2006 pour gÃ©rer les liti dÃ©sengorger les tribunaux et trouver des solutions amiables. Quelques guichets fonciers pilotes dans les campagnes sont Ã lâ€™essai. Mais ce nâ€™est pas suffisant. La nouvelle loi fonciÃ¨re, qui doit aussi inclure un nouveau planning familial, trÃ¨s attendue.Autre problÃ¨me : le retour de centaines de milliers de rÃ©fugiÃ©s qui ont fui les guerres civiles. La situation politique est Ã nouveau stable, mais lâ€™Ã©quilibre reste fragile. Dâ€™autant plus que de nombreux rapatriÃ©s cherchent Ã r leurs terres, certaines ont Ã©tÃ© donnÃ©es ou vendues par les administrations de lâ€™Ã©poque Ã dâ€™autres paysans.Le p longtemps souffert des mÃªmes divisions ethniques que son voisin le Rwanda entre Tutsi et Hutus. La derniÃ¨re guerre civile au Burundi (1993-2004) aurait fait plus de 200 000 morts. Le fragile processus de paix est mis en pÃ©ril si rien nâ€™est fait rapidement.Voir ci-dessous la vidÃ©o du Reportage